

que le ministre de la Défense nationale va envahir Pékin, botté et armé, ou prendre d'assaut le Vatican?

Il n'y a pas le moindre rapport entre cette nouvelle politique de défense et la nouvelle politique étrangère. Le premier ministre (M. Trudeau) joue tout simplement sur les mots. Il n'a pas réussi à prouver qu'un soldat canadien en terre canadienne contribuera plus effectivement à la sécurité du Canada qu'un soldat canadien servant avec l'OTAN en Europe. Le premier ministre n'a pas réussi à démontrer qu'en augmentant notre participation à la défense continentale en nous associant aux États-Unis nous ferions davantage pour la paix et la sécurité de l'univers et la sécurité du Canada qu'au sein d'une alliance plus vaste, plus étendue, comprenant les pays européens. Ces questions vont sûrement au cœur même de la politique étrangère du Canada.

Quels sont ces nouveaux aspects de notre politique étrangère qui ont réorienté notre politique de défense? Nous l'ignorons. Le premier ministre n'a soufflé mot de changements possibles dans notre politique étrangère. Il a critiqué les anciennes méthodes qui ont servi à l'élaborer. Il a dit qu'elles s'inspiraient du programme de défense arrêté par les gouvernements antérieurs. Je suppose que ces vérités qu'il nous révèle ne sont pas seulement éternelles, mais qu'elles s'appliquent aussi à lui; pourtant, aujourd'hui le premier ministre du Canada définit une nouvelle politique de défense avant d'avoir arrêté la politique étrangère.

Devons-nous présumer que la nouvelle politique étrangère découlera de la nouvelle politique de défense qu'il est en train d'élaborer avant d'avoir mis au point la précédente? Comment pourrions-nous juger de la valeur de cette nouvelle politique de défense? Le fardeau de la preuve repose sur le gouvernement. C'est à lui de démontrer de son mieux que nous contribuerons mieux à la sécurité du Canada et à la paix mondiale en réduisant maintenant notre rôle en Europe d'une part et en augmentant notre rôle en Amérique du Nord, d'autre part, autre face du dyptique présenté par le premier ministre. Après tout, c'est exactement ce qu'il disait dans sa déclaration du 3 avril et dans son discours du 12. Rien ne nous autorise à croire que le motif du changement est de réduire notre budget ou nos effectifs de défense. En fait, puis-je rappeler une fois de plus à la Chambre que le premier ministre a dénié de façon précise que c'était là le but de sa déclaration, encore que mon bon ami, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères (M. Sharp) ait tenté de dire le contraire lorsqu'il était à Washington, où il a prétendu que notre repli visait à dégager des capitaux pour l'expansion nationale.

[L'hon. M. Stanfield.]

C'est malheureusement un nouvel exemple de cette ambiguïté qui sème la confusion dans nos rangs et la méfiance chez ceux que nous considérons toujours comme des amis.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Ce dont nous discutons c'est donc d'un redéploiement des forces de défense, une réorientation de nos engagements. Cela n'a rien à voir avec les problèmes économiques du Canada, l'aide étrangère ou l'essor national et j'aimerais entendre quelqu'un de l'autre côté de la Chambre me dire comment la déclaration du premier ministre pourra contribuer à l'établissement des cinq conditions nécessaires à la paix. Quel bénéfice notre pays recueillera-t-il de sa contribution aux cinq points s'il se contente simplement de dégager nos effectifs dans le cadre d'une vaste alliance et de les intégrer au seul dispositif de sécurité nord-américain?

Que dire en faveur d'un nouveau déploiement de nos forces de défense et d'une nouvelle orientation de nos engagements en matière de défense? Tout d'abord, ils ne découlent d'aucune nouvelle politique étrangère. Deuxièmement, rien ne prouve que l'amoindrissement de notre rôle en Europe et l'accroissement de notre rôle en Amérique du Nord aideront à mieux assurer la paix dans le monde ou la sécurité au Canada. Troisièmement, le premier ministre a annoncé:

... nous nous efforcerons, dans la mesure des possibilités, de faire en sorte que les modes d'action à l'intérieur du Canada, essentiels à la défense nord-américaine, soient confiés à des forces canadiennes.

Pour que cela donne des résultats—et je tiens compte ici du bouclier côtier maritime à fins multiples et efficace dont a parlé le premier ministre—il nous en coûtera des millions de dollars de plus que nos frais actuels dans l'OTAN.

Le premier ministre n'a révélé aucune nouvelle considération de politique étrangère de nature à justifier ce changement. Je demande sérieusement à chacun des représentants ici, comment le Canada peut-il jouer un rôle plus efficace en s'écartant davantage d'une alliance aux assises plus vastes, y compris celles des pays européens, et en se rapprochant davantage d'une intégration de défense avec les États-Unis? Le premier ministre a parlé à Washington de ce que c'était que de dormir à côté d'un éléphant. Il est évident que cela ne lui sourit pas.

Une voix: Et à vous?

L'hon. M. Stanfield: Je ne vois pas pourquoi il voudrait épouser l'éléphant.

Qu'est-ce que le Canada tente de prouver par cette décision unilatérale? Comment une telle décision favorise-t-elle l'alliance dont nous faisons partie et la paix du monde en